

MANIFESTER : FORCE OU FAIBLESSE ?

1/ MANIFESTER DANS LA RUE :

Affirmation d'une force souveraine ? Ou aveu de faiblesse ?

A/ Avantages :

- Parmi les buts, il y a le fait de rassembler des citoyens qui font un constat commun d'injustices publiques et peuvent ainsi le faire savoir aux gentils organisateurs qui se font passer pour nos représentants. Le fait de se rassembler permet à des citoyens de savoir qu'ils ont un même souci et des analyses proches.
- La manifestation publique est donc un moyen *de se connaître*, de *partager* des informations, de *débattre* des problèmes, des causes et des conséquences sur la vie personnelle et sur la vie du groupe, et d'y murir des solutions.

Les Gilets Jaunes ont manifesté longtemps et nos faux représentants officiels ont montré ce qu'ils en faisaient.

B/ Inconvénients et illusions de pouvoir entretenus par l'argent public détourné contre ceux qui le produisent :

- En termes de résultat, c'est en même temps un aveu de faiblesse connu : la souveraineté du peuple disparaît derrière les intérêts politiques et financiers de ses faux représentants de tous partis, qui sont **réunis par leurs intérêts communs** et **leurs privilèges qu'ils se votent hors de l'accord du peuple**.
- La manifestation est en fait régie, dirigée, maîtrisée par les auteurs des violences publiques qui traitent le peuple avec des armes de guerre si nécessaire, afin de maintenir l'ensemble du système sous leur domination.
- Depuis 1789, jamais la République n'a respecté, ni appliqué les valeurs affichées au fronton des mairies et qu'elle revendiquait comme fondement de ses lois. Ces valeurs restent cependant la seule référence légitime et légale possible que pas une loi ne peut contourner sans conséquences criminelles.

Pourtant, ceux qui sont chargés de régler les problèmes ne prennent une importance politique, un rôle social et un salaire conséquent, **qu'en multipliant les problèmes et les violences** qu'ils ont générés parmi la population en organisant les injustices.

A l'origine des violences, il y a toujours une injustice qui peut aller d'un sentiment d'injustice plus ou moins avéré, aux injustices permettant de tuer, socialement ou physiquement ! Une

injustice devient rapidement une violence criminelle quand elle est exercée par ceux à qui on a confié le pouvoir politique, l'usage de la force publique et de la justice.

« Emmerder ses concitoyens » dans l'espace public ? **Ne faut-il pas laisser ce rôle d'impuissant à un irresponsable qui se prend pour un Président ? ...et à ses acolytes qui se prennent pour l'élite ?**

2/ MANIFESTER, sur le seul terrain de la force physique :

Quand on décide de manifester, on pense par habitude et par culture, qu'on va forcer la main des pouvoirs pour obtenir justice, sur un sujet qui nous paraît légitime.

Mais en réalité, manifester dans l'espace public, c'est reconnaître notre soumission à une hiérarchie. C'est un **statut d'infériorité que nous créons et cautionnons** ! Nous cautionnons à la fois notre position inférieure et la présence d'un organe supérieur, face auquel nous manifestons notre mécontentement par notre présence en nombre, une présence tolérée par cette « autorité » dans les conditions restreintes qu'elle a préalablement définies et autorisée à son profit. Et en réalité, plus ou moins vite en fonction du rapport de force, manifester se réduit concrètement à « justifier l'usage de la force publique contre les manifestants » : c'est ce que vont s'efforcer de mettre en évidence les pouvoirs en place, tous formés politiquement à utiliser la force armée coercitive contre le peuple, épaulés par les médias achetés à la fois par les subventions publiques extorquées aux victimes et propriétés de financiers internationaux. Ainsi le rappel à la loi par les manifestants est transformé en un rappel à la loi du plus fort par ses maîtres.

Manifester, c'est justifier l'usage de la *force physique*, puisque les manifestants se placent sur le terrain de la force physique par le nombre : il s'agit bien d'une confrontation de nature physique et non une confrontation en droit, ou de nature morale. Les manifestants cautionnent ce rapport de force même si ce n'est pas leur but, puisqu'ils veulent occuper l'espace public, voire empêcher leurs concitoyens de circuler et de travailler, pour montrer leur force physique par le nombre.

C'est en fait le narratif que cherchent à retenir les pouvoirs politico-médiatiques en place, qui vivent de l'argent extorqué illégalement aux Français, s'accrochent à ce crime organisé qu'ils veulent prendre comme seule norme possible et prient chaque matin pour que ça dure jusqu'à la fin de leurs jours. Tant pis pour leurs enfants qui devront assumer cet héritage empoisonné !

Mais l'usage de la force physique est toujours une démonstration de faiblesse mentale et spirituelle **que ce soit celle de la police ou celle des manifestants**. C'est l'aveu implicite de mauvaises raisons qui sont trop faibles pour poser en débat des arguments objectifs. Ainsi, les manifestants « légitimes » l'usage de la force physique publique malgré eux, ceci avec l'appui des médias et des grands syndicats, en conflits d'intérêts et subventionnés avec l'argent des victimes ! Après des décennies de trahisons diverses et progressives du peuple, tous ont oublié les vraies règles du jeu fondées sur les **Droits de l'Homme et la souveraineté absolue du peuple** ! Faire disparaître ces fondements légitimes du Droit et des lois était l'objectif. Il est désormais atteint : les manifestations sont gérées par 3 ennemis du peuple, Etat, Syndicats subventionnés et forces de police aux ordres, le tout étant achetable et acheté par des privilèges, après avoir mis les « Devoirs » sous le tapis. Ils ont dépossédé le peuple de son pouvoir et de sa liberté, garantis par la DDHC 1789. Mais quelles que

soient les trahisons, **la DDHC 1789 est toujours la même : elle constitue le socle non négociable de la Constitution et le filtre d'interprétation de chaque loi.**

Une « manif » doit permettre en *premier*, de réunir derrière un sujet commun des gens qui ne se connaissaient pas, *en second* de vérifier qu'on partage les mêmes constats, **puis de réfléchir ensemble aux solutions et aux buts que doivent ensuite administrer nos « représentants ».**

Aujourd'hui, les faits graves sont un ensemble de violences contre le peuple, violences qui sont rendues impossibles par la Constitution, d'autant plus quand elles provoquent la mort de nombreux citoyens ! Cette violence s'est imposée par divers moyens illégaux :

- La création monétaire transférée par Pompidou en 1973 à la finance internationale. Celle-ci a progressivement pris le pouvoir politique par la dette, puisque c'est elle qui prête à l'Etat français aux conditions qu'elle impose et quels que soient les élus. Ce qu'a avoué Mitterrand juste avant son décès.
- Nos « représentants » (ce simple mot est un contrat juridique) que le peuple paie pour maintenir la paix et punir la délinquance, ont progressivement retourné le pouvoir du peuple « *souverain* » (constitutionnel) en nous divisant par les partis politiques afin de nous opposer. Ainsi, l'ensemble des partis forme un groupe d'intérêts communs, intérêts qui les unissent contre les intérêts du peuple.
- Ceux à qui le peuple a confié le pouvoir de les « représenter », sont devenus des grands délinquants : ils organisent le désordre public, pour générer une petite délinquance destinée à « justifier » médiatiquement leurs lois coercitives, contre ceux qui produisent des **valeurs réelles**.
- La *trahison de la Constitution* et de la *République* par des lois qui réduisent la « *liberté* », sont le fondement d'un vaste **crime raciste** organisé par nos faux représentants : ils nous ont classés en « catégories de droits », ce qui est rendu impossible par « *l'égalité de droits* » imposée à toutes les lois.
- Il en résulte un grand nombre de morts prématurées : morts par suicides ou autodestruction de la santé que génèrent la peur du lendemain, le mépris social, les angoisses, le stress, les burnout... Autant de malheurs sociaux qui génèrent des fortunes mondiales immondes, lesquelles permettent de refinancer les Etats et de les rendre de plus en plus dépendants des financiers, jusqu'à l'étape actuelle où ils sont propriétaires de vos vies.

Pourtant, la Constitution est à l'avantage du peuple, seul maître à bord :

1/ Le peuple assume financièrement la totalité de la charge publique, mais c'est une *charge* qu'il accepte sous des conditions d'échange qui ne sont pas remplies : elles sont intégralement et volontairement trahies au profit d'intérêts privés en groupe organisé à cet effet criminel.

2/ La Constitution est écrite pour servir la *République*, elle-même au service du peuple français qui a proclamé son attachement aux Droits de l'Homme 1789 : lesquels doivent être appliqués *pour et par le peuple souverain*, avec des objectifs clairement identifiés par le Préambule des Droits de l'Homme 1789. A charge pour les « représentants » de le « représenter », à défaut de quoi ils tombent sous les coups de la Loi pour trahison ou haute trahison. « **Pour et par le peuple...** » signifie que : **art 3 de la Cn** « *Aucune section du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice* ». Puis ils s'en attribuent des salaires en bande organisée d'intérêts privés, en situation de conflits d'intérêts multiples, de vols organisés et de crimes récompensés.

Selon la hiérarchie des normes, **toutes les lois actuelles sont potentiellement illégales**, par l'utilisation qui en est faite. Elles organisent contre des Français un vaste « *Crime contre l'Humanité* » qui n'existent que par la défection de nos faux « représentants » : en bandes organisées de menteurs, ils trahissent leur contrat public et les Français. Mais ils vont en payer le prix fort, celui d'un crime public multiple, doublé de la trahison du contrat républicain, choisie individuellement, ceci sans aucune circonstance atténuante.

Ce faisant, ils tuent et en grand nombre, en leur seul nom, renvoyant ainsi les jeunes générations vers des solutions radicalement opposées.

Daniel Deschamps du Collectif citoyens libres du Limousin.